

notre pays depuis 15 ans. La prodigalité du gouvernement libéral a commencé en janvier 1963, sous le gouvernement Pearson. Elle n'a fait que s'amplifier depuis 1968, l'année où le premier ministre actuel (M. Trudeau) a pris le pouvoir.

M. Rogers, le nouveau contrôleur général, mentionnait récemment à Edmonton la nomination de la Commission royale d'enquête Lambert chargée d'étudier la qualité de la gestion financière du gouvernement et les études des sociétés de la Couronne que vient d'achever le Conseil privé. Il a ajouté qu'il s'agissait maintenant de maintenir ces bonnes méthodes de gestion et de les répandre dans tout l'appareil gouvernemental. Pourquoi l'en empêcher?

Pourquoi ne pas essayer pendant quelques années? Essayons de trouver cet argent dans les services du gouvernement, comme le fait actuellement le Manitoba. Le gouvernement manitobain a indiqué à toutes les institutions et à tous les ministères provinciaux qu'ils n'obtiendraient pas de chèque en blanc ou une aide financière massive chaque année. Il leur a dit qu'ils devraient administrer leurs services plus efficacement et réduire le gaspillage, et c'est ce que les ministères du gouvernement provincial font au Manitoba. Je pense par exemple à un hôpital qui a réduit ses frais d'exploitation de 3.7 milliards de dollars parce que le gouvernement lui a demandé de surveiller ses dépenses. Ce n'est qu'un exemple. Cet hôpital a réduit ses frais d'administration de \$400,000. Pourquoi le gouvernement fédéral n'essaie-t-il pas de faire la même chose? M. Rogers est un expert en la matière. Donnons-lui une chance de travailler. Plus tard, nous pourrions peut-être songer à augmenter le pouvoir d'emprunt. Mais le gouvernement ne tient pas à éliminer le gaspillage et à améliorer l'administration de ses services. D'après lui, la seule solution à tous nos problèmes consiste à emprunter plus d'argent, à imprimer plus d'argent et à dépenser plus d'argent.

M. Rogers a déclaré aussi que trois choses importantes devaient changer. Il faut réduire les retards dans les communications entre les ministères et les services de gestion du gouvernement, mieux planifier à moyen terme et mieux évaluer et contrôler les programmes du gouvernement. M. Rogers a aussi déclaré:

Ce qu'il faudrait pour guider mon bureau et tous les ministères, c'est un rapport détaillé de la situation, pour tous les aspects de la gestion et du contrôle financiers, qui nous dise où nous en sommes, quels sont les projets et ce qu'il reste à faire dans chaque ministère.

Cela semble raisonnable et on aurait dû le faire il y a longtemps. Essayons de trouver l'argent au sein du gouvernement au lieu de toujours emprunter. Nous avons presque tous les jours des preuves d'incurie et nous en avons vu un exemple frappant cette semaine encore. Nous avons appris que le gouvernement payait \$750,000 pour des locaux vides et que le ministère des Travaux publics devra payer 3.6 millions de dollars pour un immeuble vacant de dix étages jusqu'en 1984 si le Conseil du Trésor n'approuve pas un projet d'annulation de bail qui l'obligerait à payer une amende de deux millions de dollars. Voilà ce qui se passe pour le ministère des Travaux publics et il en est de même pour chaque ministère.

Pouvoir d'emprunt—Loi

Je voudrais citer un autre exemple qui illustre à quel point le gouvernement n'est pas sincère quand il parle d'austérité et de contrainte. Cette semaine, j'ai reçu à mon bureau le document que j'ai ici. Je suis certain qu'il a coûté très cher. Hier, j'ai fait inscrire une question au *Feuilleton* pour tenter d'en connaître les frais d'impression, le tirage, et le reste. Il s'intitule: «Ojibway Language Course Outline», et je vous cite un extrait de son introduction:

Le présent manuel de langue ojibway vise à aider ceux qui enseignent la langue ojibway aux débutants, jeunes et moins jeunes. On souhaite qu'il réponde à un besoin et serve de guide dans cette entreprise.

Je n'y vois pas d'inconvénients, mais je ne saurais que faire de ce document. A quoi bon les distribuer à chacun des députés et à tout le monde d'un bout à l'autre du pays. Sans aucun doute que notre critique en affaires indiennes en recevra un exemplaire comme le chercheur des conservateurs et le chef de l'opposition (M. Clark). Quant à moi, je n'en ai pas besoin. C'est du pur gaspillage.

J'ai parlé d'un hôpital à Winnipeg et du nouveau programme du gouvernement manitobain visant à supprimer le gaspillage et la gabegie dans tous les ministères et organismes publics. Le président de l'hôpital en question a publié un excellent rapport indiquant comment on avait réduit les dépenses de 3.7 millions de dollars. On y a réussi en créant des comités formés d'infirmières et de membres du personnel médical et technique. Ces équipes ont scruté toutes les activités de l'hôpital et, en une seule année, on a économisé 3.7 millions de dollars. Il est regrettable que le gouvernement ne donne pas à M. Rogers et au vérificateur général la chance de supprimer le gaspillage et la gabegie et d'économiser des centaines de millions de dollars. Le gouvernement ne souhaite pas cela. Ce n'est pas ce qu'il veut. Il veut emprunter davantage.

Il est intéressant d'écouter parler les libéraux. L'autre jour, le représentant de Vancouver-Est (M. Lee) s'est porté à la défense du gouvernement, exaltant la merveilleuse tâche qu'il accomplit. Il nous a critiqués disant que nous avions l'audace de reprocher au gouvernement de dépenser sans limites. Lorsqu'il se trouve là-bas dans sa circonscription, le député dit le contraire de ce qu'il dit à la Chambre. Je voudrais vous citer des extraits d'un article qui rapporte ce que le député a dit là-bas à Vancouver. Voici:

Art Lee, député de l'arrière-ban libéral au Parlement fédéral, a critiqué son gouvernement samedi pour n'avoir pas pu réduire les dépenses et diminué le taux d'inflation.

Lee, député de Vancouver-Est, a dit lors du congrès libéral de la Colombie-Britannique que «le gouvernement actuel n'a pas administré l'économie canadienne aussi bien qu'il aurait pu le faire.»

C'est là l'euphémisme de l'année.

—«Le gouvernement fédéral ne contrôle plus sa bureaucratie et ne tient plus les cordons de sa propre bourse.»

C'est ce qu'il a dit chez lui, mais que dit-il ici? Il se porte à la défense de ce gouvernement infantile. L'article ajoute:

«Le gouvernement fédéral doit équilibrer le budget et mettre un frein à la croissance de la Fonction publique» a déclaré Lee devant près de 250 libéraux qui l'ont ensuite acclamé.

Ces 250 personnes doivent être les seuls libéraux qui restent en Colombie-Britannique.